

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/46
11 septembre 2003

(03-4811)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

PAYS-BAS

Déclaration de S.E. M. Laurens Jan Brinkhorst
Ministre des affaires économiques

Au-delà du mercantilisme; préparer la voie pour l'avenir

L'heure tourne; aussi bien pour ce discours que pour que les négociations fassent de cette Conférence un succès. Il y a tant de points importants inscrits à l'ordre du jour et si peu de temps pour les examiner. Pour que cette Conférence devienne la base d'un Programme de Doha pour le développement réussi, nous devons évidemment concentrer nos efforts sur les questions les plus urgentes.

Néanmoins, j'aimerais au-delà de ces questions pressantes faire un tour d'horizon de nos travaux. Trois grands thèmes sous-tendent notre travail ici. Ces trois thèmes, qui définissent la perspective à long terme de notre action, sont les suivants:

- l'engagement à l'égard d'un processus de coopération internationale multilatéral et fondé sur les droits;
- la reconnaissance de notre devoir de faire en sorte que le commerce contribue au développement et à la durabilité et de tenir compte des contributions que les différents acteurs peuvent apporter; et
- nous montrer à la hauteur de nos nombreux autres engagements par une intégration des préoccupations non commerciales, y compris l'environnement, et d'autres importants domaines de politique.

Le commerce n'est pas un objectif en soi. Il doit jouer son rôle en créant la prospérité en tant que condition préalable à la lutte contre la pauvreté dans le monde entier. Il sert à promouvoir une croissance économique bien équilibrée en tant que base du développement durable. L'OMC est le véhicule et le Programme de Doha pour le développement la carte à suivre. Nous devons être les chauffeurs qui tiennent compte en même temps des autres participants au trafic.

La contribution du commerce au développement est la question clé. Les objectifs sont énoncés dans les objectifs de développement du millénaire et dans le programme fixé lors du Sommet mondial pour le développement durable. Nos objectifs sont simples mais exigeants: renforcer le système commercial multilatéral, intégrer davantage les pays en développement et poursuivre le processus de libéralisation des échanges, qui est dans l'intérêt de tous. Permettez-moi de tenter d'adopter une perspective plus large et à plus long terme.

Nous sommes engagés dans un processus qui a commencé avec la Charte de La Havane, il y a quelque 56 ans. À Marrakech, nous avons fait un bond en avant. Il est maintenant temps de préparer

l'OMC et de nous préparer nous-mêmes à relever les défis de l'avenir. Le système commercial multilatéral devra être capable de faire face aux changements rapides dont nous sommes aujourd'hui témoins. C'est maintenant qu'il faut commencer à préparer l'avenir. Premier jalon: le 31 décembre de l'année prochaine. Mais cela ne peut être que la première étape d'un long processus. L'important pour assurer le succès de cette Conférence de Cancún est à mon avis d'"**ouvrir la voie**".

L'Organisation mondiale du commerce est aujourd'hui l'une des organisations internationales les plus modernes et les plus performantes.

- Sa base est une combinaison de transparence, de non-discrimination et de primauté du droit.
- Ses moyens sont la réalisation d'un consensus, le règlement des différends sur une base équitable et l'aide aux plus nécessiteux.
- Son objectif est de créer un développement économique durable.

Mais nous avons aussi besoin d'autres instruments. Dans cet esprit, je rends hommage à l'initiative de la Banque mondiale et du FMI qui tentent d'intégrer davantage les pays en développement dans le système commercial grâce à:

- des programmes d'ajustement spéciaux destinés à préparer les pays en développement à une plus grande libéralisation des échanges soutenue par:
- une aide pour faire face à d'éventuels effets secondaires négatifs temporaires, entre autres une perte de recettes tarifaires et l'érosion des préférences;
- la promotion de la diversité économique, en créant un filet de sécurité sociale et en garantissant les recettes publiques.

Les pays donateurs devraient être prêts à investir aussi pour préparer l'avenir. Je suis heureux d'être en mesure d'annoncer au nom de mon gouvernement un nouveau don de 700 000 euros pour l'assistance technique au titre du Fonds d'affectation spéciale de Doha de l'OMC.

Le succès de Cancún devrait également renforcer la coopération multilatérale en général, contribuant ainsi à la stabilité géopolitique. La scène internationale est dominée par un sentiment d'instabilité et d'insécurité depuis exactement deux ans. La tentation existe d'agir unilatéralement à cause de l'urgence des questions en cause. L'approche multilatérale est parfois lourde et apparemment peu efficace. Pourtant, à long terme, c'est la seule voie possible. Il nous faut déployer ensemble des efforts inlassables, que dis-je, redoublés, pour trouver des solutions. L'esprit d'initiative est indispensable, de notre part à tous.

La solidarité est nécessaire en tant que seule garantie d'un avenir meilleur. La solidarité n'a pas qu'une dimension. Je nommerai seulement trois domaines où elle s'exprime:

- la solidarité des *pays développés avec les pays en développement*, entre autres grâce à un accès effectif et réel des pays en développement aux marchés des pays développés;
- la solidarité entre *pays en développement*. Les pays en développement peuvent beaucoup gagner à ouvrir leurs marchés les uns aux autres. Cela devrait encore relancer ce qu'on appelle le commerce Sud-Sud;

- la solidarité signifie aussi reconnaître que se contenter de faire la distinction entre pays développés et pays en développement est une simplification excessive d'un phénomène de plus large ampleur. Différents niveaux de développement économique se traduisent par des *besoins différents pour les pays en développement à titre individuel*.

Le dernier point que je souhaiterais souligner est que le commerce ne peut être isolé des autres domaines de la politique internationale. Nous devons donc examiner un large ordre du jour, selon deux axes:

Premièrement, en incluant certaines questions comme les quatre questions de Singapour. Le commerce intra-entreprises se développe rapidement, créant ainsi la nécessité de règles claires en matière d'investissement, mais aussi en matière de concurrence.

Deuxièmement, en renforçant la coopération avec les organisations actives dans d'autres domaines de politique. Parmi les questions à aborder figurent les préoccupations concernant l'environnement et, surtout dans le cadre des négociations sur l'agriculture, ce que nous en sommes venus à appeler les "considérations autres que d'ordre commercial".

Nous ne pouvons pas et nous ne devons pas éviter ces questions. Elles présentent un intérêt réel pour les populations et donc pour les gouvernements. Nous ne pouvons échapper à la nécessité de créer des liens entre le commerce et les autres domaines de politique.

Le Programme de Doha pour le développement a défini l'ordre du jour pour l'avenir. Les détails doivent être mis au point sur toutes les questions en jeu; cette semaine et avant le 1^{er} janvier 2005. Engageons-nous à le faire.

La reconnaissance du fait que les questions inscrites à l'ordre du jour sont toutes pertinentes pour la structure future du système commercial multilatéral devrait ouvrir la voie pour l'avenir. Ce qui devrait nous guider, ce n'est pas le mercantilisme mais un système bien équilibré fondé sur des règles.
